

L'ONU et l'Union africaine rassurent les combattants de la LRA quant à leur sécurité en cas de reddition

Bangui (RCA)/Juba (Soudan du Sud), 31 octobre - 1^{er} Novembre 2013 – A l'issue de leur mission conjointe à Bangui (République Centrafricaine) et à Juba (Soudan du Sud) du 31 octobre au 1^{er} novembre, MM. Francisco Madeira, Envoyé spécial de l'UA pour la LRA, et Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), lancent un appel afin que les combattants de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) encore en brousse renoncent à leurs activités et retrouvent une vie normale.

« Nous leur demandons d'être réceptifs aux messages qui leur parviennent par divers canaux concernant la nécessité de contribuer à la création des conditions favorables au retour à la paix et à la sécurité en RCA. Pour cela, ils doivent tout simplement abandonner Joseph Kony, leader de la LRA, que nous invitons aussi, une fois de plus, à déposer les armes », souligne M. Abou Moussa. « Nous sommes conscients que ces femmes et enfants ont été enrôlés de manière forcée par les commandants de la LRA. Nous leur disons de ne pas avoir peur de quoi que soit. En cas de renonciation, ils seront bien accueillis, leur sécurité sera garantie et des discussions seront engagées pour organiser leur réinsertion sociale ou leur réinstallation », ajoute M. Francisco Madeira, rappelant que des mécanismes ont été mis en place à cet effet, y compris le dispositif de Désarmement, démobilisation, Réinsertion (DDR).

Dans ce sens, les Nations Unies et l'UA précisent que des points de contact et de rassemblement existent dans les zones susceptibles d'abriter la LRA. Ce message est particulièrement important, compte tenu des informations reçues lors de différentes réunions à Bangui et relatives à la volonté exprimée par certains combattants de la LRA de faire défection, notamment à Nzako, dans le Sud-est de la RCA. Même si les chiffres initialement donnés par les autorités de la transition (plus d'un millier) ne concordent pas avec ceux des ONG travaillant sur le terrain (une vingtaine), les Nations Unies et l'UA estiment qu'il faudrait continuer à suivre l'évolution de la situation avec beaucoup d'attention. « Nous sommes prêts à intervenir, le moment venu, avec l'aide des partenaires internationaux et des organisations humanitaires, pour assurer la prise en charge des personnes concernées », insistent MM. Madeira et Moussa, encourageant le gouvernement centrafricain à poursuivre « ses efforts considérables » dans la lutte contre la LRA, malgré la crise profonde qui secoue le pays depuis décembre 2012.

Les échanges avec MM. Nicolas Tiangaye et Michel Djotodia, respectivement Premier ministre et Chef d'Etat de la Transition, ont permis d'apprécier leur volonté affichée d'adhérer à cette cause et de faciliter les missions de la Force régionale d'intervention de l'UA chargée de traquer Joseph Kony et ses éléments. Ils ont évoqué la nécessité d'organiser un Sommet régional devant regrouper les leaders des pays affectés pour discuter de la question et donner un nouvel élan à la mise en œuvre de l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine pour l'élimination de la LRA. Soutenue par les Nations Unies, cette Initiative est sur les bons rails depuis son lancement officiel à Juba en mars 2012, même s'il faut renforcer ses capacités opérationnelles pour garantir un fonctionnement optimal.

Après Bangui où elle a également rencontré le groupe des ambassadeurs africains, les représentants des ONG, de l'Union européenne, de la France, de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) et du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en RCA (BINUCA), la mission conjointe ONU/UA s'est rendue à Juba (Soudan du Sud) le 1^{er} Novembre. Elle a eu une séance de travail avec la mission des Nations Unies au Soudan du Sud (UNMISS) puis avec un officiel du gouvernement. L'Ambassadeur Charles Manyang d'awol, Vice-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a indiqué que les autorités sud soudanaises restent engagées dans la lutte contre la LRA, bien que celle-ci ne constitue plus une réelle menace pour le pays. Il a ajouté que si les informations sur les défections annoncées dans le Sud-est de la RCA étaient confirmées, cela constituerait un motif de satisfaction supplémentaire et un tournant décisif dans la détermination des uns et des autres à conjuguer leurs efforts pour mettre fin aux atrocités de ce groupe armé.